

CODE DE CONDUITE : PROTECTION CONTRE L'EXPLOITATION ET LES ABUS SEXUELS

L'exploitation et les abus sexuels sont une grave violation des principes humanitaires et du droit congolais.ⁱ Ils causent des dommages aux personnes en situation de vulnérabilité et ont un impact négatif sur leur dignité et leur respect de soi. Ils constituent une très grave atteinte à la confiance que nous accordent les populations que nous servons et à notre devoir de leur être redevable ainsi qu'une violation de leurs droits. De tels actes nuisent gravement à la crédibilité et à l'image de toute la communauté humanitaire. Ils minent les bonnes relations que nous pouvons et devons entretenir avec les communautés et mettent en danger à termes, notre capacité même d'action.

Tous les membres du personnel, les volontaires, les consultants et les partenaires d'exécution d'une agence des Nations Unis ou une organisation internationale/nationale doivent respecter les normes les plus strictes en matière de conduite professionnelle et personnelle, ce qui inclut l'interdiction de toutes les formes d'exploitation et d'abus sexuelles.ⁱⁱ **Les infractions à ce code de conduite ne seront tolérées en aucun cas.**

Je m'engage, donc, à respecter **le code de conduite suivant** :

1. Traitez toutes les personnes avec équité et respect, courtoisie et dignité, et respectez les coutumes locales ;
2. Ne vous engagez jamais dans une activité sexuelle avec des enfants (moins de 18 ans). Déclarer ne pas avoir eu connaissance de l'âge réel de la personne n'est pas une excuse recevable ;
3. N'échangez jamais d'argent, de travail, de biens ou de services avec qui que ce soit - y compris l'échange d'assistance due à des bénéficiaires - pour des relations sexuelles ou des faveurs sexuelles. Ceci comprend la rémunération, ou l'offre de rémunération, pour des services sexuels d'une prostituée ;
4. Ne jamais abusez de mon pouvoir, de ma position ou de mon influence en refusant la protection, l'assistance humanitaire ou les services, ni accordez un traitement préférentiel afin de solliciter des faveurs sexuelles, des cadeaux, des paiements de quelque nature que ce soit ou tout autre avantage ;
5. Ne jamais exploitez la vulnérabilité des bénéficiaires, ni leur mettre dans une situation compromettante ;
6. Signalez les cas d'exploitation et d'abus sexuels ou des préoccupations concernant l'exploitation et les abus en suivant la procédure établie par mon agence ou le Réseau PEAS Réponse d'Ebola ;
7. Ne commettez jamais d'actes ou de formes de harcèlement sexuel, contre toute personne, qu'elle soit bénéficiaire, membre du personnel, bénévole ou quelqu'un d'autre. Déclarer ne pas avoir eu mauvaise intention n'est pas une excuse recevable ;
8. Ne vous engagez jamais dans l'exploitation ou l'abus sexuel de bénéficiaires
9. Ne dormez jamais dans la même chambre ou le même lit qu'un enfant, jeune avec qui je suis en contact dans un contexte professionnel. Là où il est nécessaire de dormir à proximité d'enfants non accompagnés, de jeunes, je veillerai à ce qu'un autre adulte soit présent et cela est conforme aux procédures autorisées.
10. Participez dans les briefing ou formation obligatoire selon mon organisation ou inter-agence sur le PEAS .

Je certifie avoir lu et compris le contenu ci-dessus et je m'engage à respecter ce code de conduite sur la PSEA en tout temps.

Nom/ Prénom

Poste/Organisation

Signature

Lieu

Date

INTERPRÉTATION AUX FINS DE CE CONDE DE CONDUITE

Enfant est une personne âgée de moins de 18 ans.

Le **pouvoir** désigne l'autorité ou la capacité décisive d'affecter matériellement diverses formes de droits, de droits ou de relations. Le pouvoir découle principalement de la position, du rang, de l'influence, du statut ou du contrôle des ressources.

Des **relations de pouvoir inégales** constituent l'un des environnements les plus critiques en matière d'exploitation sexuelle. Une fois encore, il est rappelé qu'en raison de leur statut inégal, les femmes et les filles sont particulièrement exposées au risque d'exploitation et de violence sexuelles, bien que les garçons et même les hommes adultes puissent également être vulnérables.

Abus sexuel : Toute atteinte sexuelle commise avec force, contrainte ou à la faveur d'un rapport inégal, la menace d'une telle atteinte constituant aussi l'abus sexuel.

Exploitation sexuelle : Fait d'abuser ou de tenter d'abuser d'un état de vulnérabilité, d'un rapport de force inégal ou de rapports de confiance à des fins sexuelles, y compris mais non exclusivement en vue d'en tirer un avantage pécuniaire, social ou politique.

Exploitation et abus sexuels (SEA) : Formes particulières de violence sexiste qui ont été signalées dans des contextes humanitaires, plus particulièrement les actes mettant en cause des travailleurs humanitaires.

Le **harcèlement sexuel** implique toute avance sexuelle non souhaitée, toute demande de faveur sexuelle, toute conduite verbale ou physique ou tout geste de nature sexuelle, ou tout autre comportement de nature sexuelle auquel on pourrait raisonnablement s'attendre ou sembler choquer ou humilier quelqu'un. Le harcèlement sexuel peut se produire lorsqu'il interfère avec le travail, devient une condition d'emploi ou crée un environnement intimidant, hostile ou offensant. Il peut s'agir d'un incident

ponctuel ou d'une série d'incidents. Le harcèlement sexuel peut être délibéré, non sollicité et coercitif. Les collègues masculins et féminins peuvent être la victime ou le délinquant. Le harcèlement sexuel peut survenir en dehors du lieu de travail et / ou en dehors des heures de travail.

Travailleur humanitaire : toute personne qui est associée à la fourniture d'une protection et/ou d'une assistance aux populations touchées et qui a une relation contractuelle avec l'organisme participant/les partenaires, y compris les travailleurs auxiliaires issus des communautés ciblées. Ce terme englobe l'ensemble du personnel des organismes et entités humanitaires, y compris le personnel des Nations Unies, des OIG, des ONG, des partenaires d'exécution et des organisations communautaires concernées, ainsi que le personnel rémunéré, les volontaires, les entreprises partenaires, les travailleurs auxiliaires, et toute personne exécutant une tâche au nom d'un organisme ou d'une entité humanitaires, quels que soient le type ou la durée de leur contrat.

Bénéficiaires de l'aide humanitaire : Personnes qui reçoivent une aide dans le cadre de secours d'urgence ou de l'aide au développement au titre de programmes d'assistance (globalement : « la population touchée » ou « la communauté touchée »). Ce terme englobe les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et d'autres personnes vulnérables, ainsi que les membres des communautés d'accueil. La victime d'exploitation ou d'abus sexuels au sens où on l'entend ici est un bénéficiaire, sans être nécessairement dans une situation de vulnérabilité ; l'existence d'un rapport de force inégal ou d'un rapport de confiance suffit.

Relations sexuelles avec les bénéficiaires : les agents de développement et les agents humanitaires occupent des postes d'autorité, de pouvoir et de contrôle des ressources et des services. Les relations sexuelles entre les bénéficiaires et les agents humanitaires devraient susciter des inquiétudes, y compris même celles que l'on pourrait qualifier de convenables et consensuelles. Il ne devrait y avoir aucune place pour même la perception que des relations abusives et exploitantes pourraient avoir lieu.

ⁱ **Loi n° 06/018 du 20 juillet 2006 modifiant et complétant le Décret du 30 janvier 1940 portant Code pénal congolais** dispose dans ses articles 2 et 3 que sont punis entre autres violences, les viols, les tentatives de viol et le proxénétisme. Elle punit aussi le harcèlement d'autrui dans le but d'obtenir des faveurs de nature sexuelle par une personne abusant de l'autorité que lui confèrent ses fonctions. Ces peines sont aggravées lorsque la victime est mineure et que les faits sont accompagnés d'un abus d'autorité ou lorsque l'auteur est porteur d'une arme apparente ou cachée. Les peines peuvent aller jusqu'à 15 ans d'emprisonnement et des travaux forcés à temps.

ⁱⁱ Les Nations Unies ont mis en place des mesures pour prévenir et combattre l'exploitation et les abus sexuels commis par le personnel, les consultants, les travailleurs et les volontaires d'organisations sous contrat pour la mise en œuvre de projets liés à l'assistance humanitaire. Ces mesures sont décrites dans le Bulletin du Secrétaire général ST / SGB / 2003/13 sur les mesures spéciales de protection contre l'exploitation et les abus sexuels. Les organisations internationales et nationales engagées dans la réponse humanitaire doivent suivre ce même standard